

*Initiatives ministérielles*

gens-là de l'autre côté, disent des choses, mais ils font le contraire. Et c'est ça l'histoire du Canada, l'histoire des récentes années. Savez-vous ce qu'il a fait, monsieur le Président? Il a enduré la grève des céréaliers dans l'Ouest canadien, des fonctionnaires de l'État, non pas pendant 14 jours, comme nous autres qui avons un projet de loi de déposé depuis de sept jours, savez-vous combien de jours? Non pas pendant une semaine, non pas pendant deux semaines, non pas pendant trois semaines, monsieur le Président, pendant 31 jours!

Et pour régler le problème, savez-vous ce qu'il a fait? Il a donné 1 p. 100 d'augmentation de plus aux gars, des fonctionnaires fédéraux qui travaillaient dans le domaine des céréales, 1 p. 100 de plus que ce qu'ils demandaient. Savez-vous comment ils demandaient les fonctionnaires dans l'Ouest canadien à ce moment-là? Attachez vos ceintures. Sur deux ans, ils demandaient 28,4 p. 100, monsieur le Président. Alors, le président du Conseil du Trésor, a dit: Écoutez là, ça fait 31 jours que vous êtes en grève, vous avez perdu de l'argent. Cela n'a pas d'allure, on va vous donner 29,4 p. 100 d'augmentation sur deux ans.

Et après, savez-vous ce qu'il a dit, le chef de l'opposition, président du Conseil du Trésor à l'époque, le 19 mars 1975, il a dit et je le cite parce que je ne voudrais pas que ce soit moi qui. . . : «À mon avis, c'est un bon accord. Le pays comprendra j'espère qu'il faut parfois souffrir à cause d'une petite grève qui a duré 31 jours.» C'est le chef de l'opposition qui, hier, est venu faire une crise de nerfs en Chambre pour montrer que lui, il parlait fort, qu'il aimait ça les montagnes Rocheuses et qu'il voulait défendre les agriculteurs de l'Ouest canadien.

Monsieur le Président, comment voulez-vous que l'on puisse accorder la moindre crédibilité aux gens qui sont en face avec de tels discours. Ils font une chose une année, et ils prêchent exactement le contraire, et on joue sur deux tableaux en même temps.

Monsieur le Président, tout comme le député de Carleton—Gloucester, j'ai beaucoup de fonctionnaires dans ma circonscription électorale. Je les ai rencontrés et ils ne sont pas contents après le gouvernement. Ils ne sont pas contents et ils ont raison. Et ils ont raison de ne pas être contents d'une certaine façon parce qu'ils entendent le genre de langage démagogique qui se tient sur cette autre planète qu'est la Chambre des communes, car on ne leur donne pas l'ensemble de l'histoire. C'est pour cela qu'on a publié dans les journaux en fin de semaine une annonce publicitaire pour expliquer quelles étaient les offres du gouvernement.

On a offert aux moins favorisés de la Fonction publique une somme forfaitaire de 500 dollars. Daryl Bean, savez-vous ce qu'il a dit? Il a dit: *It's a slap in the face*. C'est comme une claque dans la face. Monsieur le Président, des citoyens du comté de Saint-Maurice qui demeurent à Saint-Mathieu du Parc, à Saint-Boniface et à Saint-Georges de Champlain aimeraient ça aujourd'hui avoir une claque dans la face de la part du gouvernement fédéral avec un chèque de 500 dollars.

Voyez-vous le problème, monsieur le Président? Je suis d'accord à ce qu'on traite bien les fonctionnaires de l'État fédéral mais j'aimerais cependant qu'on leur rappelle la réalité. Ils ont droit à un plan dentaire gratuit payé presque à 100 p. 100 par le gouvernement canadien. Ils ont droit à des pensions de retraite complètement indexées au coût de la vie. Je pense qu'il s'agit d'acquis très importants dans beaucoup d'autres domaines d'activités économiques des provinces. Je terminerai mes propos en parlant d'équité salariale.

L'équité salariale, c'est de l'argent qu'on a donné notamment à des femmes qui gagnaient moins cher que des hommes l'année passée. Les députés du NPD viennent nous dire qu'on est une bande qui n'a pas d'allure. Pour donner justice aux femmes dans la Fonction publique, l'année passée, le gouvernement fédéral a pris de l'argent dans les poches des contribuables canadiens—on a pris 317 millions de dollars—et on l'a distribué pour donner l'équité salariale aux femmes. Cette année, on ajoute encore 81 millions de dollars. Ils ne sont pas encore contents de l'autre côté. Quand va-t-on arrêter, monsieur le Président?

Dans mon comté, il y a des gens qui ont reçu des chèques l'année passée—des fonctionnaires de Revenu Canada—de 2 000 dollars à Noël. Ils ont eu un chèque de 2 000 dollars pour l'équité salariale. Ces gens-là ne sont pas encore contents. Ils nous disent dans leur 200 motions, les députés du NPD:

[Traduction]

Le gouvernement devrait dépenser des milliards et des milliards de dollars, imposer davantage les Canadiens. Les libéraux disent la même chose.

[Français]

Je vais conclure là-dessus. Il est urgent dans l'intérêt national du Canada d'arrêter de faire des grands discours patriotiques sur le Canada et d'agir dans l'intérêt national du Canada. Nous devons adopter cette loi. Nous devons donner le leadership aux Canadiens et Canadiennes et faire en sorte que la Fonction publique du Canada puisse être au service des Canadiens et des Canadiennes.